

QUESTION TRANSFORMÉE EN ORDRE DE DÉPÔT DE DOCUMENTS

MIDDLE-CARAQUET (N.-B.)—ABORDS DU QUAI

Question n° 316—M. Robichaud:

1. Quelle somme le gouvernement du Canada a-t-il versée pour l'achat d'une propriété ou d'un terrain aux bords du quai public de Middle-Caraquet, dans le comté de Gloucester (Nouveau-Brunswick)?

2. Quelle était, en pieds carrés, la superficie du terrain acheté?

3. Une partie de ce terrain est-elle actuellement louée à la *Caraquet Packers Limited*?

4. Dans le cas de l'affirmative, quelle proportion du terrain est louée et quel est le loyer annuel exigé de la *Caraquet Packers Limited*?

5. La Division des immeubles du ministère des Transports a-t-elle effectué une évaluation particulière de ce terrain? Dans le cas de l'affirmative, à combien a-t-on évalué ce terrain?

TRAVAUX DE LA CHAMBRE

PROVINCES DE L'ATLANTIQUE—PRÉSENTATION DE MESURES TOUCHANT DES SUBVENTIONS

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. J. W. Pickersgill (Bonavista-Twillingate): Monsieur l'Orateur, puisqu'il y a déjà cinq jours que le premier ministre a promis de nous dire si les subventions aux provinces de l'Atlantique seraient versées au cours de la présente année financière, le ministre des Finances peut-il communiquer aujourd'hui ce renseignement à la Chambre?

L'hon. Donald M. Fleming (ministre des Finances): Ce dont je veux d'abord informer la Chambre, monsieur l'Orateur, c'est que les prémisses sur lesquelles se fonde la question de l'honorable député de Bonavista-Twillingate exigent une rectification.

L'hon. M. Pickersgill: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Il me semble qu'un ministre doit se contenter de répondre aux questions.

L'hon. M. Fleming: Le premier ministre n'a pas dit qu'il fournirait cette réponse avant deux jours, comme l'honorable député le prétend.

L'hon. M. Pickersgill: Il a dit qu'on saurait alors à quoi s'en tenir.

L'hon. M. Fleming: Oui, qu'on saurait à quoi s'en tenir.

L'hon. M. Pickersgill: La boule de cristal, je suppose.

M. l'Orateur: A l'ordre! Il n'y a pas lieu d'engager un débat sur les prémisses de cette question. Si le ministre des Finances n'y répond pas, on pourrait la réserver.

L'hon. M. Fleming: La réponse du premier ministre, qui figure au hansard, est exacte et vaut encore.

L'hon. M. Pickersgill: C'est cela, encore une autre promesse qu'on n'a pas tenue. (*Rires*)

L'hon. M. Fleming: L'honorable député a voulu faire des commentaires,—je dois dire que j'invoque le Règlement,—à propos d'une réponse. Évidemment, il ne se rend pas compte du tout qu'il dépasse ses droits et enfreint le Règlement de la Chambre. De plus, cependant,—je pose ici la question de privilège,—je dois dire que jamais le gouvernement actuel n'a manqué à l'une quelconque de ses promesses. Il les a remplies à la lettre.

QUESTION AU SUJET DE MODIFICATIONS ÉVENTUELLES À LA LOI SUR LA CITOYENNETÉ ET À LA LOI SUR LES INDIENS

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. J. W. Pickersgill (Bonavista-Twillingate): Monsieur l'Orateur, le ministre suppléant de la Citoyenneté et de l'Immigration nous dirait-il si le gouvernement entend présenter les modifications à la loi sur la citoyenneté canadienne et à la loi sur les Indiens que le premier ministre avait laissé prévoir? Si je demande cela, c'est parce que, si ce renseignement nous était fourni, les débats qui auront lieu aujourd'hui pourraient prendre une toute autre tournure.

L'hon. E. D. Fulton (ministre suppléant de la Citoyenneté et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, nous avons étudié la question dont parle le député en vue d'en venir à une décision, mais je regrette de ne pouvoir lui fournir une réponse définitive.

ABATTAGE D'ANIMAUX—QUESTION AU SUJET DE LA SECONDE LECTURE D'UN BILL MODIFICATEUR

A l'appel de l'ordre du jour.

M. F. C. Christian (Okanagan-Boundary): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de la Justice. Le gouvernement a-t-il l'intention de proposer à la présente session la deuxième lecture du bill n° 241, modifiant le Code criminel (Abattage d'animaux)?

L'hon. E. D. Fulton (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, comme je l'ai dit le jour où le bill a été lu pour la première fois, le gouvernement n'a pas l'intention de proposer la deuxième lecture de ce bill à la présente session, et ce pour les motifs que j'ai alors signalés.

DÉPÔT D'UNE NOUVELLE ÉDITION DU BILL N° 237

A l'appel de l'ordre du jour.

M. A. W. Stuart (Charlotte): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au leader de la Chambre. A son avis, était-il conforme au Règlement que l'honorable député de